Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

110-111 | 2007

De l'anthropologie de l'autre à la reconnaissance d'une
autre anthropologie

Du seuil de tolérance au racisme banal, ou les avatars de l'opinion fabriquée

Alain Morice

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/2509>

DOI : 10.4000/jda.2509

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2007

Pagination : 379-408

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Alain Morice, « Du seuil de tolérance au racisme banal, ou les avatars de l'opinion fabriquée », *Journal des anthropologues* [En ligne], 110-111 | 2007, mis en ligne le 01 décembre 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/2509> ; DOI : 10.4000/jda.2509

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Journal des anthropologues

Du seuil de tolérance au racisme banal, ou les avatars de l'opinion fabriquée

Alain Morice

- 1 Un aphorisme imbécile, et très cité, veut que quand du doigt le sage montre la lune, l'imbécile regarde le doigt. Gageons que celui qui a inventé cela ne se rangeait pas parmi les imbéciles, un peu comme les gens qui, ayant inventé les races, se classent dans la race la plus noble. Pourtant, si l'on vous montre du doigt un « étranger » quelconque en vous disant « Regarde cet individu : n'appartient-il pas à une espèce différente de la nôtre ? », la tentation la plus sage n'est-elle pas de regarder le doigt qui désigne, avant de se tourner vers l'objet désigné ? Voyons ce qu'il en est chez les sondeurs d'opinion, passés et actuels.

Prodromes : le seuil de tolérance aux étrangers

- 2 Nous sommes en 1971. L'Ined publie, sous la plume d'Alain Girard dans la revue *Population*, les résultats d'une « enquête d'opinion publique » sur « les attitudes des Français à l'égard de l'immigration étrangère ». Le motif est que cette dernière « soulève divers problèmes, juridiques, économiques, sociaux, démographiques »¹. « Problèmes » : retenons ce mot, qui nous accompagnera au long de cet article.
- 3 Girard propage alors la notion de « seuil de tolérance » aux étrangers, qui se répandra dans l'ensemble des partis parlementaires, par un consensus qui ne se démentira plus. Entendu comme « la proportion d'étrangers, dans une région ou un secteur, au-delà de laquelle l'accommodation se fait difficilement, provoquant des risques de tension », le seuil de tolérance ainsi conçu est testé dans cette enquête à partir de trois sujets. (Force est de s'interroger : dans cette problématique d'emblée xénophobe, qui doit « s'accommoder » à qui ? Mais laissons ce détail.) Il est demandé quel est « ce seuil, dans la conscience des nationaux », à partir d'une évaluation de ce que serait : *primo*, « trop » d'étrangers dans une localité de 5 000 habitants, *secundo* « trop » de logements occupés

par des étrangers dans un ensemble de 100 logements, et *tertio* le nombre d'élèves étrangers dans une classe de 30 au-delà duquel elle est « retardée ou gênée » – cette dernière question assortie d'une question *quarto* plus directe : à partir de combien de ces petits étrangers changes-tu ton enfant d'école, oh ! toi, national ? – de « 1-2 » à « plus de vingt », dix choix sont proposés.

- 4 Le questionnaire de Girard va assez loin dans la suggestion d'un apartheid à la française, puisqu'il est également demandé, entre autres, s'il est « préférable » que les travailleurs étrangers soient logés dans des « habitations spécialement construites pour eux » ou au contraire « dispersés » ; ou encore si les mariages mixtes sont « une bonne chose ou une mauvaise chose pour la France ».
- 5 L'enquête de 1971 passa sans faire de remous, et l'expression « seuil de tolérance », sans doute plus ancienne², était désormais homologuée d'un label scientifique par un institut de recherche d'État. L'Ined préparait ainsi une autre « tolérance » : celle du public aux premières mesures de remise en ordre qui s'annonçaient, notamment la circulaire « Fontanet » de 1972 mettant fin aux autorisations de séjour sans contrat de travail et logement décent. Désormais aussi, l'un ne va pas sans l'autre, les travailleurs étrangers avaient de leur côté fait irruption sur la place publique dans la foulée de mai 68, rompant le pacte d'invisibilité qui rendait « tolérable » leur présence sur le sol français : maintenant, et pour longtemps, l'immigration serait un problème.
- 6 (Incidentement, remarquons deux particularités sémantiques qui ont été assez peu commentées en général. Premièrement, la notion de « seuil de tolérance » est empruntée au vocabulaire médical : implicitement, elle évoque l'existence d'un symptôme douloureux ou délétère associé à une maladie ou à une dangerosité. Deuxièmement, le mot « tolérance » est en soi une péjoration de son objet : si l'on dit « tolérer », même si l'on apprécie, c'est qu'il y a une restriction. Aussi l'expression plonge-t-elle le répondant, en deçà même de la fausse neutralité de l'enquête, dans un champ sémantique qui connote négativement le jugement qu'on lui demande de porter.)
- 7 Nous voici très vite en 1974, et tout paraît s'aggraver, du point de vue des pouvoirs publics et de leurs dévoués chercheurs. On a constaté une forte augmentation du nombre d'étrangers sur le territoire national. Les grèves d'étrangers se sont multipliées. La France vient de connaître une vague exceptionnelle de violences racistes, accompagnée d'un déchaînement d'injures contre l'immigration maghrébine : déjà, l'éradication de la « racaille » algérienne entre sur la scène idéologique³. *Population* revient à la charge avec (entre autres) tout un numéro spécial sur l'immigration, plus un article consacré à l'immigration clandestine, plus une réplique de l'enquête de 1971 ainsi diligentée, est-il expliqué, parce que « diverses circonstances ont placé l'immigration au premier plan dans l'actualité », et que « son ampleur s'est accrue [sic] »⁴. L'empirisme inédien ne brille ni par le style ni par la cohérence des objectifs, comme nous allons voir.
- 8 Cette fois, le thème est explosif. Quoique les auteurs aient eu soin d'ôter de leurs commentaires toute référence au « seuil de tolérance » et que les questions explicites sur le « trop » d'étrangers dans le domaine résidentiel aient été gommées du questionnaire, l'enquête suscite quelques vives réactions. Et tout particulièrement les deux questions sur le maximum acceptable d'enfants étrangers par classe, qui apparaissent comme davantage destinées à dicter qu'à mesurer des sentiments xénophobes, dans le contexte d'une accumulation de mesures frappant les étrangers – les expulsions se multiplient et la suspension de toute immigration permanente sera décidée en juillet 1974⁵.

- 9 Les auteurs ont beau se draper dans un scientisme de bon aloi, et sans malice soutenir l'idée que leur enquête (quantitative) infirme l'existence d'un seuil (chiffrable) de tolérance, c'est bel et bien la méthode du sondage d'opinion et la fausse neutralité des questions qui, pour certains observateurs, sont en cause. Un colloque est organisé en décembre sur le thème de ce seuil : « Concept opératoire ou notion idéologique ? »⁶. Cependant, si des voix se font entendre pour dénoncer la référence à l'écologie humaine « construite sur la base d'un organicisme explicite » par l'école de Chicago ou pour rappeler ces évidences que « le concept fait la chose » et que « l'observation elle-même est intervention »⁷, dans l'ensemble, on se met plutôt d'accord sur le fait que les tensions entre individus et groupes ne constituent pas une question quantitative et que par conséquent le mot « seuil » est inopportun – à l'heure des bilans, il sera dit plus tard que « la recherche des seuils de tolérance (...) est une mauvaise réponse à de vraies questions »⁸.
- 10 En se penchant sur les réactions que suscitèrent ces enquêtes, on constate rétrospectivement à quel point elles se sont vite canalisées spontanément dans des revendications positivistes : pour plus de méthodes qualitatives, pour un affinement des catégories, pour des typologies évolutives et complexes, pour une prise en compte des rapports dominants/dominés, et surtout (unanimité sur ce point) contre des expressions qui, comme « seuil de tolérance », risquent d'être mal vécues. Mais peu est resté sur la performativité du procédé lui-même – une caractéristique qui devrait lui valoir les foudres de la loi dès lors que les sujets abordés sont une incitation à formuler des opinions xénophobes, voire racistes. À l'opposé, l'hostilité à l'étranger (réel ou mystifié), alors en pleine expansion, y a gagné un dédouanement.

Trois tendances, deux hypothèses

- 11 Retenons trois choses de l'épisode 1971-1974, et voyons les pistes que cela nous suggère d'emprunter pour comprendre la situation actuelle des sondages sur le racisme :
1. *primo*, à l'époque, la psychologie sociale et plus encore les enquêtes d'opinion publique sont des pratiques relativement récentes en France. Le sociologue Jean Stoetzel, qui a enseigné aux États-Unis puis fondé l'Ifop en 1938, est responsable de l'introduction de ce cheval de Troie de la pensée antidurkheimienne. Précisément, la première enquête sur l'attitude des Français à l'égard des étrangers, réalisée en 1951, résulte de sa collaboration avec Alain Girard⁹. On y trouve cette affirmation : « Chaque nation porte en soi la conscience obscure de sa valeur propre et cherche à ne pas altérer son unité par des apports hétérogènes »¹⁰. Girard et Stoetzel n'ont pas travaillé pour rien à la Fondation Alexis Carrel pendant l'occupation allemande et, dans la démarche empiriste qui est la leur, c'est tout naturellement que se produit cette inversion : ils feignent d'ignorer que le préjugé xénophobe est dans leur propre opinion avant d'être inoculé aux « nationaux » que l'on interroge sous la forme de questions qui se veulent anodines. Dans les années cinquante et suivantes, on dit encore « attitudes », mais cette inversion est fondatrice de l'imposture que, avec le succès commercial que l'on sait, représentent la notion d'« opinion publique » et sa mesure. Une imposture qui repose sur un procédé élémentaire, quoique scientifiquement démentiel : à l'instar du fou mis en scène par Hergé dans *Le Lotus bleu* (« je vais vous couper la tête afin que vous connaissiez la vérité »), ce sont les faiseurs d'opinion qui mesurent l'opinion. Avec, en termes de classes sociales, une conséquence perverse et récurrente, digne des raisonnements de la Sainte Inquisition : de droite comme de gauche, les enquêtes donneront toujours les plus « démunis » (socialement, culturellement, économiquement)

comme les plus zélés adeptes et propagateurs de stéréotypes en tout genre. Cela, au moins, le colloque cité l'avait bien vu : ce que le seuil de tolérance évacue, c'est les rapports de domination dont il est la manifestation. Par contre, l'ignorance de la dimension performative inhérente au sondage d'opinion fera des pas de géant... dans l'opinion ;

2. *secundo*, il faut croire que la conscience s'est émoussée depuis lors. La tonalité générale des réactions aux sondages de Girard a certes quelque chose de désespérant, en cela qu'elle annonce un double désarroi, intellectuel et citoyen : et face aux situations de racisme que la France connaît alors, et quant aux politiques publiques qui s'affichent de plus en plus clairement comme une déclaration de guerre aux étrangers. Toutefois, le début des années soixante-dix reste dans les mémoires comme le moment d'une prolifération de résistances à ces politiques. Les partis officiels ont beau freiner des quatre fers, cette période est celle où les mouvements extra-parlementaires ne laissent rien passer et où – en témoignent nombre d'ouvrages – commence à se produire une théorie critique des effets du contrôle répressif des entrées aux frontières. Mais cette opposition est circonscrite et hérite de la mauvaise presse du « gauchisme ». Dans ce contexte, un terrain sans limite est ouvert aux sondages d'opinion et à leurs fausses évidences basées sur « les faits et leurs représentations » – car Girard considère les « opinions » qu'il mesure comme des « faits ». Le pouvoir de séduction, la banalité même de ces opérations entraîneront non seulement une accoutumance, mais aussi une demande accrue. Le mercantilisme (alignement des méthodes sur celles des enquêtes commerciales, concurrence entre instituts d'opinion et batailles sur le marché des sondages pré-électorales) va, par la surenchère, asseoir l'argument cognitif : « Notre devoir est de savoir et, pour savoir, il faut mesurer, ce qui légitime le perfectionnement sans fin de nos outils », tel sera jusqu'à nos jours le premier des arguments *pro domo*. À la limite, nous pouvons supposer que les critiques *du dedans*, devenues rituelles après des résultats d'élections mal prévus, rendent service à des opérations qui se fondent plus sur la foi que sur la science : en tout cas, dans le domaine des enquêtes sur le racisme, l'autoproclamée perfectibilité des méthodes est aujourd'hui le moyen privilégié de faire taire les critiques *du dehors* ;
3. *tertio*, en matière d'« attitudes » comme d'« opinions », le clivage majeur oppose là les « nationaux » aux « étrangers » ou à l'« immigration étrangère ». La mal nommée « deuxième génération » n'occupe pas encore le devant de la scène peu après 1970, mais il est patent qu'à l'Ined, dont l'inassimilabilité des allogènes est un thème favori, on y songe sérieusement et depuis longtemps¹¹. Les enquêtes comportent ainsi tout un ensemble de questions sur les discriminations qu'il conviendrait de faire entre diverses catégories d'étrangers sous divers rapports : leur aptitude à « se mélanger petit à petit à la masse des Français », l'opportunité même de leur présence sur notre sol, l'« opinion » (bonne, mauvaise) qu'on se fait d'eux, etc. Mais une décennie ou plus après les indépendances, l'esprit colonial reste vivace, et la liste des items est instructive. Les « nationalités »¹² à propos desquelles les réponses du sondé sont sollicitées sont les suivantes : Espagnols, Yougoslaves, Portugais, Nord-Africains, Italiens, Africains noirs, Turcs. Et voici que nous apprenons que « Africain », noir ou du Nord, constitue une « nationalité »¹³. Trente ans après, nous aurons un déplacement du cliché (« ils se ressemblent tous ») vers les populations françaises issues de ces immigrants étrangers, mais les stéréotypes fonctionnent de manière identique sur la base d'autres clivages, où le « groupe », l'« ethnie », les « origines » et les « cultures », sinon la religion, ont pris le pas sur la nationalité. Comble d'ironie aujourd'hui, ces minorités à propos desquelles on sollicite aujourd'hui l'« opinion » sont elles aussi susceptibles d'être interrogées sur elles-mêmes !

12 En bref, l'idée d'une dimension anthropologique d'un phénomène nommé « seuil de tolérance aux étrangers » nous revient aujourd'hui sous une forme normalisée, normale, mais présentée sous des atours moins choquants. Dans ce processus de légitimation mentale, ce n'est pas le moindre talent de Girard que celui d'avoir su faire passer son

public pour l'auteur de cette idée, « opinion » qui en retour ratifie et conforte la démarche en lui amenant l'apparence d'objectivité qui lui aurait fait défaut sans cette légitimation. Que reste-t-il de ce coup de génie ? On peut envisager les questionnaires d'aujourd'hui sur « les Français et le racisme » à partir de deux conjectures.

- 13 La première hypothèse est que l'époque, inaugurée dans les années soixante-dix par la fermeture des frontières aux migrations permanentes de travail, est celle d'une banalisation progressive et paradoxale du racisme qui, à mesure qu'il encourt une réprobation (symbolique, légale) de plus en plus codifiée, se propage en s'appuyant sur une sorte de brouillage sémantique, aussi délétère que complexe, faisant intervenir les notions d'immigré, d'étranger, d'« origine », ainsi que toutes les qualifications affectant les « groupes » peuplant ce vocabulaire à géométrie variable. Comme il a été suggéré, la justification (si les sondeurs prennent la peine d'en donner une) doit logiquement renvoyer au lexique populaire en usage, dont le questionnaire ne sera que le reflet passif, dira-t-on.
- 14 La deuxième hypothèse est celle d'une corruption de l'antiracisme, voire de la compréhension même du phénomène « racisme », par l'ombre portée de cette banalisation sur les catégories d'analyse qui sont employées. Dans ce processus, certains esprits scientifiques, voire militants, adoptent le rôle de la défense (au moins passive) du racisme sous couvert d'antiracisme. Cette hypothèse est évidemment à mettre en relation – la boucle est bouclée sur notre point de départ – avec les politiques publiques qui se définissent désormais par leur hostilité avec tout ce qui est « étranger », au sens propre comme au sens figuré, ce qui amène une omniprésente suspicion à l'égard des minorités. Aussi l'élargissement du champ où s'exerce l'hostilité, de l'étranger réel (travailleur immigré et non national) à l'étranger fantasmé (toute personne perçue comme allogène) autorise-t-il une sorte de déculpabilisation de cette hostilité : simplement au nom d'une réalité qu'on dit « objective », qui est que des populations qui ne sont pas faites pour s'entendre partagent un même territoire. C'est cela que les « faits » et « attitudes » mesurés par Girard semblent avoir créé, cristallisé et érigé en savoir collectif, au point qu'aujourd'hui c'est sans honte de part et d'autre qu'en situation d'enquête, sous couvert de sondage d'opinion, une importante proportion de gens est amenée à répondre devant un micro : « Je suis (plutôt/un peu) raciste », ou encore : « Il y a des races supérieures à d'autres » (ce qui, rappelons-le, tombe sous le coup de la loi).

Les sondages annuels de la CNCDH, ou la mauvaise excuse de l'antiracisme

- 15 Les enquêtes de l'Ined avaient au moins le mérite de se situer clairement – pour qui se donnait la peine d'exercer son esprit critique – dans la problématique des pouvoirs publics : le « seuil » n'était en fait qu'un prometteur « outil idéologique de gestion », « une catégorie de gouvernement » destinés à faire admettre qu'on les traite à part¹⁴ et, qui annonçait ce que des auteurs ont appelé le « racisme européen »¹⁵. Andrea Rea a relevé le *double bind* du discours officiel qui, en façade, énonce qu'il faut que les étrangers présents s'intègrent (au nom de quoi il ne faut pas non plus les admettre en surnombre) et, pratiquement, leur dit : « Vous êtes ici, c'est ennuyeux, ce serait mieux si vous n'étiez pas là »¹⁶. La consolidation d'une migration d'installation (qui n'était apparemment pas dans les plans des planificateurs de l'après-guerre, lesquels avaient soigneusement

propagé le mythe des oiseaux de passage) double la xénophobie d'un racisme pur et simple, et c'est logique : dès lors qu'il y a peuplement durable par regroupement des familles et constitution de descendances, le préjugé porte sur des traits hérités de la condition originelle d'étranger. C'est dans ce cadre historique que vont prendre place, à partir des années quatre-vingt, un certain nombre d'opérations menées par les grands instituts de sondage sur l'attitude des Français à l'égard des immigrés, de leurs familles, de leur insertion, de leurs pratiques religieuses, etc., où le brouillage ethnique commencera à fonctionner à plein rendement. Ces enquêtes ont en commun de « coller » étroitement à l'actualité, et ainsi d'être systématiquement dans le contexte d'« opinions » hostiles aux étrangers et assimilés quant à tel ou tel point¹⁷. L'année 1984, qui suit celle de la victoire historique de l'extrême droite à l'élection municipale de Dreux, dans le contexte d'une explosion du chômage et de nombreux incidents dans les « quartiers », est particulièrement prolifique en sondages variés, chaque parti et chaque journal cherchant dans l'« opinion » justification de ses propres arguments. Le confusionnisme ne quittera plus les questionnaires, où l'on voit, au gré des questions, s'instaurer le plus grand des flous sémantiques : *travailleurs immigrés/immigrés/enfants d'immigrés/familles d'ouvriers marocains* (3/1981), *travailleurs étrangers/immigrés/enfants d'immigrés/familles françaises* (2/1983), *immigrés/Français/Français de souche/communautés d'origine ethnique et de culture différente/populations d'autres pays d'Europe* (4/1984), *islam/islamique/musulmans/musulmans de France/étrangers non européens* (11/1989) sont autant de séquences propres à faire disparaître tout repère chez la personne interrogée, comme s'il convenait qu'elle ne puisse pas identifier de quoi l'on parle.

- 16 À partir de 1990 jusqu'à maintenant – avec une interruption en 2001, dont nous verrons l'explication –, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), lance à chaque automne une enquête « Les Français et le racisme », dont les résultats et les commentaires figurent dans le rapport déposé le 21 mars de l'année suivante sur le bureau de la tutelle, c'est-à-dire du Premier ministre. Dans cet épais volume, peu de gens prennent connaissance du questionnaire, et par habitude les médias se précipitent sur les questions capables de faire de bons titres, comme pour cette année 1999 où 69% des Français s'étaient déclarés « plutôt », « un peu » ou « pas très » racistes, soit 7% de plus qu'en 1998, ce qui avait donné ce titre pleine page : « Poussée raciste chez les Français »¹⁸.
- 17 Nous avons commencé à ferrailler contre cette enquête annuelle en 1995. Le thème central de notre critique, qui ne tend pas à l'amélioration mais à la suppression de ce type de sondage, est simple : dans une telle opération, les réponses sont induites par les questions (par leur contenu, mais aussi par leur formulation, par leur agencement) et, puisqu'il s'agit de racisme, si l'on nous suit sur ce premier point, on doit admettre que le questionnaire ne *mesure* pas le racisme mais qu'il le *produit*, et qu'il est lui-même imprégné de cette idéologie. Ce qui nous confirme dans cette imputation, qui vise à la fois les intentions et les qualités scientifiques des commanditaires et des exécutants, c'est qu'à aucun moment la signification des mots « racisme » ou « raciste » (pas plus que d'autres mots d'usage périlleux, comme « origine ») n'est donnée aux personnes interrogées, ce qui place d'emblée non seulement leurs « opinions » (ce qui se conçoit), mais la mesure de leurs opinions dans le champ de la subjectivité.
- 18 Pour une critique détaillée du sondage de la CNCDH, avant et après son interruption, on se reportera à nos articles¹⁹. Nous en livrons ici un résumé très schématique, avant de passer, d'abord aux réactions (et à l'absence de réaction) que la société civile oppose à ce qui condamne une démarche antiraciste fondée sur des méthodes racistes, puis à

l'examen d'un questionnaire – le dernier – sans nous soucier outre mesure (si l'on peut dire) des résultats. L'argumentaire contre les questionnaires du sondage²⁰ « les Français et le racisme » articule des critiques internes et externes²¹.

- 19 Sur le plan interne, c'est-à-dire en se plaçant du point de vue des objectifs affichés, on note d'abord que certaines questions placent automatiquement les personnes interrogées dans un problématique raciste, qui leur interdit toute réponse du type : « Pour moi, la question ne se pose pas, tout au plus puis-je dire qu'elle est malsaine ». Il en va ainsi des questions qui portent sur « votre sympathie/antipathie à l'égard des groupes suivants [énumération] », ou du type « trouvez-vous qu'il y a trop de Noirs/Juifs/Musulmans/[etc.] en France ? », ou encore telles que « êtes-vous gêné d'être servi par une personne de couleur dans un magasin ? ». Curieusement, ces mêmes gens qui sont susceptibles d'exprimer des opinions racistes sont ensuite traités en savants (« d'après vous, quelles sont les principales victimes du racisme en France [liste] ? ») ou en experts (« quels sont les bons moyens [liste] pour lutter contre le racisme » ?). Ensuite (nous y reviendrons), les termes employés, là où précisément ils devraient faire l'objet d'un criblage rigoureux puisqu'on prétend mesurer des représentations de l'Autre, épousent servilement les amalgames et les approximations qui ont cours dans les médias et dans les discours publics, plus particulièrement pour ce qui est de l'« étranger » face aux catégories connexes renvoyant à une origine, une appartenance territoriale ou à un phénotype. Dans tout cela, les concepteurs de ce sondage – mais n'est-ce pas inhérent à la méthode ? – affectent d'ignorer qu'il n'existe pas de faits sans théorie. Une autre critique porte sur la faible pertinence des opinions tant qu'on ne les confronte pas au racisme en actes : à quoi cela sert-il de dire qu'une forte majorité de Français sont choqués par les discriminations au logement, à l'emploi, etc., alors qu'on sait que dans la pratique celles-ci sont omniprésentes ?
- 20 Enfin, on note une bizarrerie de l'échantillonnage, qui nous a été révélée par le constat que ni les Dom-Tom ni la Corse ne faisaient partie de la zone couverte : elle est que, à cause notamment de l'omniprésence des traits somatiques (couleur de peau et plantation des cheveux, surtout) affectant comme un stigmate les minorités que l'enquête désigne comme les victimes possibles du racisme des Français, c'est donc automatiquement que lesdites minorités sont tenues à l'égard de ce sondage : serait-il concevable de demander à un Noir s'il accepterait de marier sa fille à un « homme de couleur » ou s'il trouve qu'il y a « trop/pas assez de personnes de couleur » à la TV ou dans l'enseignement ; de chercher à savoir auprès d'un Juif s'il y a « trop de juifs en France ? » Et si ces questions ne sont pas indécentes (elles le sont), pourquoi ne pas faire un pas de plus dans l'ignoble, et interroger les gens sur les remèdes à ce « trop » ? Du coup, ce sont les agents enquêteurs qui sont eux-mêmes l'objet d'une sélection ethnique, et nous sommes ici, par construction, devant un étonnant spécimen d'apartheid statistique, lui-même producteur d'un surcroît de brouillage ethnique.
- 21 Sur le plan externe, c'est-à-dire en se tournant vers les fonctions remplies par cette opération, les critiques dérivent du fait que la CNCDH n'est pas un organisme indépendant, et que c'est la tutelle qui de fait organise le sondage, de la commande à l'interprétation des réponses. Le Service d'information du gouvernement (SIG) s'invite chaque année dans le rapport de la Commission pour apporter son label. Confiée alternativement à l'un ou l'autre des deux principaux instituts de sondage, l'opération a pour fonction de puiser dans la *vox populi* une légitimation pour les politiques gouvernementales. C'est ainsi que, sans difficulté aucune, la méthode des réponses

induites se révèle efficace pour montrer par exemple, au hasard des ans, que « les Français ne sont pas mûrs pour accorder le droit de vote aux étrangers », que la construction de mosquées dérange le voisinage, et que lutter plus efficacement contre l'immigration clandestine, éviter les concentrations trop fortes d'immigrés, favoriser chez eux une meilleure connaissance de la langue française ou encore... faire reculer l'insécurité sont autant de moyens efficaces de lutter contre le racisme et les discriminations – autant de ratifications populaires dont le SIG ne se prive pas de se prévaloir dans son commentaire²². La question de la langue, par exemple, apporte une opportune justification à l'actuelle politique d'intégration à marche forcée. Ériger l'« opinion » en principe irréfutable de gouvernement sans qu'elle s'y substitue, tel est le coup de génie du sondage d'opinion, procédé invisible de domination des esprits, puisqu'il semble y trouver son inspiration.

- 22 La privatisation des enquêtes ne doit pas faire illusion : loin d'être un gage de liberté, c'est un facteur aggravant, dans la mesure où elle accroît les anticipations d'une « opinion publique » pouvant produire un effet de miroir en retour. La puissance financière et politique des instituts spécialisés est doublement inquiétante, non seulement à cause de leurs liens avec certains partis de gouvernement, mais aussi parce que les enjeux sont considérables et que, pour cela, il est déployé une grande énergie à s'opposer à toute tentative de dénigrement de la profession : les sondages d'opinion, et plus particulièrement pré-électoraux, fonctionnent en fait comme une vitrine pour les études de marché²³. Les médias, quant à eux, emboîtent le pas : ils escomptent un profit dans la concurrence qu'ils se livrent pour le tirage ou l'audience, ce qui se traduit par une escalade dans les anticipations de ce que l'opinion aime à entendre : on est dans un champ de forces de type tautologique²⁴. Nécessairement, ladite puissance est aussi puissance d'anesthésie, et c'est ainsi que nous interpréterions l'indifférence qui, bien plus efficace qu'une controverse a, sauf quelques notables exceptions, accueilli notre entreprise d'attaquer ce sondage.
- 23 Certaines associations ont pu temporairement estimer que nos interpellations au questionnaire avaient un sens. Mais rapidement, parties aux travaux de la CNCDH où elles émargent, elles ont continué à lui trouver surtout des avantages. Cependant, notre article de l'automne 2000²⁵ troubla assez les esprits pour que l'opération soit suspendue à l'automne suivant. Sans y faire allusion, la Commission expliquait dans son « rapport 2000 » (sorti en mars 2001) que le sondage n'était pas sans défauts, et qu'elle se proposait d'évaluer « les mérites et les limites, voire les inconvénients et les dangers de cette méthode »²⁶. Il faut croire que l'évaluation (que la Commission ne publia jamais, d'ailleurs) fut tortueuse, puisque le sondage reprit de plus belle en 2002. En attendant, deux chercheurs du Cevipof furent chargés d'apporter des justifications a posteriori, dont nous reparlerons, mais qui auraient été plus crédibles si elles étaient venues plus tôt. Parmi les arguments qui sont opposés à la critique, on n'en trouve évidemment aucun qui répondrait à la suspicion de non indépendance ou de mercantilisme des sondeurs : il est implicitement entendu que ce type d'enquête est totalement neutre et disjoint de toute intention politique, quoique des questions soient introduites ou transformées au fil des ans, en fonction de la conjoncture. En fait, outre la perfectibilité des sondages déjà mentionnée, les contre-arguments se réduisent à peu de chose. Le quasiment unique et le plus consternant d'entre eux consiste à comparer le sondage à un « baromètre » (ce qui, s'agissant de l'interprétation du racisme ou de l'opinion en général équivaut à une démission scientifique et politique), et conséquemment à décliner sous diverses formes le

sophisme suivant : même si les questions sont imparfaites, cela nous donne une série d'opinions comparables sur la durée. La performance autovalidante de la réponse est à signaler, car c'est au nom d'une opinion « déjà là », et attestée par les précédents sondages, qu'on s'autorise à renvoyer cette opinion à l'« opinion publique » pour en mesurer les variations, et procéder ainsi à une homologation circulaire et sans fin. C'est ainsi qu'à une récente tribune, l'une des deux chercheurs maison évoqués plus haut nous répondit : « Les questions posées ne sont pas créées de toutes pièces. Elles reprennent, sous une forme infiniment moins brutale, les stéréotypes et les préjugés courants »²⁷.

- 24 De ce qui précède, on aura déduit que dans notre raisonnement l'élément moteur de la prétendue « opinion », c'est le questionnaire. Un examen systématique de sa totalité serait fastidieux et trop long²⁸. De plus, certaines particularités en ont déjà été évoquées. Dans le but de montrer que c'est la construction même du sondage qui fabrique du racisme, et en nous appuyant sur la version 2006, qui comporte 25 questions d'opinion (Q1 à 25) et 17 « renseignements signalétiques » (R1 à 17) sur l'interrogé, dont certains sont pourtant des « opinions »²⁹, nous reviendrons seulement sur le climat sémantique, plus précisément sur les apparentements, amalgames et voisinages de qualifications que le questionnaire suggère à la supposée sagacité du sondé concernant l'objet du racisme, à savoir l'« étranger » réel ou imaginaire. Quelques exemples suffiront.
- 25 D'entrée de jeu (Q1), le sondé est placé devant une liste de 15 horreurs et enjoint de dire lesquelles constituent ses principales « craintes pour la société française » : *pollution, sida, insécurité, intégrisme religieux, terrorisme, etc.*, et au milieu de ces indiscutables fléaux, *immigration, perte de l'identité de la France et... racisme*. Le procédé n'a même pas, comme en d'autres endroits plus subtils du questionnaire, l'élégance d'être subliminal : il place d'emblée et en toute clarté l'Autre dans le catalogue des risques majeurs. Faut-il par ailleurs comprendre, en voyant cohabiter l'immigration et le racisme, que ce sont deux maux comparables et que l'un ne va pas sans l'autre ? On trouve aussi *antisémitisme* dans cette liste : alors, pour faire bonne mesure, pourquoi ne pas aussi demander si les Juifs constituent une « crainte » ? Puisque nous sommes, comme l'énonçait la chercheuse, dans les « stéréotypes et les préjugés courants », nous aurions un parfait balancement : *immigrés-insécurité-chômage*, et *Juifs-corruption et affaires-mondialisation* – autres « craintes » dans la même liste. Trêve d'ironie car cette affaire est grave : chaque année, la CNCDH fait lancer des enquêteurs dans la rue pour répandre l'idée que les étrangers sont une des figures du mal, au même titre que le sida et le terrorisme. Le climat est créé pour le reste de l'enquête. Aucune justification de cette problématique de détestation a priori, et surtout pas celle des (mauvaises) habitudes antérieures, ne nous paraît possible au nom de la connaissance.
- 26 Pénétrons à présent dans la jungle des qualifications de la figure de l'« étranger » (au sens strict ou métaphorique). Nous avons diverses formulations. Indéterminée d'abord³⁰ : « Quelles sont à votre avis les principales victimes de racisme ? » (Q3), ce qui au dépouillement nous vaudra une cocasse cohabitation entre *Maghrébins et Algériens, musulmans et islamistes, noirs et blacks, tous ceux qui ne sont pas français, juifs*³¹, *personnes d'autres « races »*, et une série d'« autres groupes », au nombre desquels les *jeunes, pauvres, homosexuels, femmes, handicapés, gens qui sortent de la norme, SDF* et bien d'autres : plus de 40 dépouillements différents. On prépare ainsi le détenteur d'« opinion » à l'opinion que le racisme est une attitude diluée, donc insignifiante peut-être, car il faut se faire une idée bien banale de ce qu'est le racisme pour mettre tout cela dans un seul et même sac. Ensuite, sous le rapport de leur ouverture (*groupe à part dans la société ?/groupe ouvert aux*

autres ?), nous avons les *catégories* ainsi présentées comme des *groupes* où, tels les animaux de « certaine encyclopédie chinoise de Borges »³², nous voyons se côtoyer *catholiques, homosexuels, juifs, Maghrébins, musulmans, asiatiques, noirs Africains et noirs Antillais* (Q6)³³. Ailleurs (Q15), sous prétexte de mesurer une différence pertinente, on divise les interviewés en deux sous-échantillons A et B, chargés respectivement de dire si c'est (*très, assez, peu, pas du tout*) « grave » d'avoir tel et tel comportement discriminatoire vis-à-vis (A) d'un « noir » et (B) d'« une personne d'origine maghrébine » – d'où il semble ressortir qu'un Noir n'est pas une personne et n'a pas d'origine.

- 27 De tels mélanges de registres, qui alignent des références aussi variées que le territoire, la religion, la préférence sexuelle, l'origine et la « race », achèvent l'effet de dilution du racisme, tout en insinuant – théorie classique du « ghetto revendiqué par ses habitants » – que si des groupes sont à part, c'est qu'ils le veulent bien : ici encore, on fera porter à une opinion fabriquée de toutes pièces (et par un procédé grossier) le chapeau de la mythologie anticommunautariste.
- 28 Incidemment, nous aurons justement appris (Q4) qu'il est permis de penser que « certains comportements peuvent parfois justifier des réactions racistes », bref, que le racisme n'est pas seulement bénin, mais qu'il peut être réactif – autre manière de souffler à l'interviewé le bon vieux dicton selon lequel *pas d'étranger, pas de racisme*. Point de vue conforté immédiatement par cette alternative (Q5) : « Ce sont avant tout les personnes d'origine étrangère qui ne se donnent pas les moyens de s'intégrer/c'est avant tout la société française qui ne donne pas les moyens aux personnes, etc. » – étrange face à face porteur d'une réciprocité factice entre la « société française » et des « personnes » (mais seulement en raison de leur origine), qui donc sont réputées ne pas en faire partie. Il paraît possible de voir là l'annonce des bienfaits des orientations actuelles, et du contrat d'intégration, et de la politique d'immigration choisie³⁴. Mais la référence à l'origine étrangère produit un malaise qui se reproduit tout au long du questionnaire : devant un mode de désignation où même les savants se perdent, c'est à l'interviewé de se débrouiller tout seul pour savoir si cette « origine étrangère » va désigner une personne née à l'étranger, ou bien aussi une personne née en France de parent(s) étranger(s), ou bien aussi de la même, mais dont le(s) parent(s) ont la nationalité française, et ainsi de suite – en résumé, si la position sociale d'« étranger » est héréditaire. L'absence de critère explicite invalide les résultats, qui sont comme l'addition de réponses à des questions qui auraient été différentes. Par contre, elle entérine implicitement une discrimination que la république entend transmettre aux habitants, y compris par ses sondages d'opinion : il y a parmi eux des « catégories » qui, de par leur naissance, ont un devoir d'intégration – car évidemment il serait incongru de poser la question de l'intégration des Français de vieille souche.
- 29 L'« origine étrangère » face à l'« étranger » constitue le premier brouillage, sinon le plus grave. Ce n'est pas le seul. Dans le *melting pot* des catégories cibles de cette enquête, nous voyons apparaître, d'une question à l'autre ou dans une même question (liste non exhaustive), les qualités suivantes : *immigrés, Français juifs, Français musulmans* (une appellation de malséante mémoire, que le questionnaire remet au goût du jour), *racés humaines, sale arabe, sale juif* (ces deux dernières à « condamner sévèrement/condamner mais pas sévèrement/ne pas condamner » – non, lecteur, tu ne rêves pas !), *noir, personne d'origine maghrébine, travailleurs immigrés, étrangers non européens, musulmans de France, couleur de peau, religion, personne de couleur, juifs, musulmans, certains quartiers, jeunes des banlieues, jeunes, bandes, enfants, sans oublier les concentrations trop fortes d'immigrés*.

Comment peut-on affirmer qu'une telle série d'amalgames ne produit pas d'effets induits, qu'elle ne fabrique pas le racisme avant de le mesurer et qu'il n'y a dans ces énoncés que la reproduction du préjugé commun ? Quelle logique préside à l'alternance de ces termes sinon un parti pris d'irrationalité, là où la tâche du scientifique serait d'œuvrer à la clarification conceptuelle ? Pourquoi, sinon à cause de ces accusations, l'opérateur a-t-il pris soin d'ôter du questionnaire des catégories contestables telles que « Beurs » et « Français de souche » ? Quels moyens a-t-il de savoir ce que chacun des interviewés entend pour sa part par « immigré » ou « jeune », dans un contexte sémantique où tout pousse à la haine indifférenciée de la figure sociale de l'Autre, face à une *France* ou une *société française* (18 occurrences en tout) qui interpelle le sondé sur le « problème » que cela représente ? S'abriter derrière le « souci de mieux comprendre les images que ces mots véhiculent dans leur complexité »³⁵ est une piètre défense, qui d'une main donne un primat empiriste à la chose observée, supposée répondre à des questions qu'on ne lui aurait pas posées d'une particulière façon, tout en accordant de l'autre que les mots de l'enquête, eux aussi, véhiculent des images.

- 30 Cet aperçu nous semble suffire à la démonstration. Il faut ajouter que, d'un an sur l'autre, le poids de la conjoncture dans le questionnaire accentue encore les effets des apparentements fautifs sur les esprits. Ainsi, depuis l'affaire du voile, l'Islam a pris une place grandissante dans un sondage qui, rappelons-le, se nomme « Les Français et le racisme ». C'est là avant tout – il faut admettre que les sondeurs n'y sont pour rien à ce stade – l'effet de ce que le racisme, chose bien réelle, s'attaque à un objet dont il est maintenant admis qu'il est imaginaire chez les êtres humains : la race. Dès lors, il est presque inévitable que le raciste (disons plutôt : l'individu en proie au racisme) s'en prenne à des objets qui lui paraissent structurants des personnes jugées problématiques. Le sondeur intervient alors, qui, après avoir écouté les délires des politiciens, des médias, des faiseurs d'opinion (sans oublier les siens, donc³⁶), va désigner ces objets au jugement raciste de l'interviewé : une fois ce sera le jeune (sous-entendu arabe ou noir) des banlieues, une autre fois le musulman (sous-entendu arabe, communautariste et islamiste). Double et fructueux tour de passe-passe, puisque d'un seul mouvement, il aura conforté lesdits délires et confirmé encore un peu plus que le racisme, c'est décidément n'importe quoi.

Le racisme, cette malédiction du citoyen pauvre et peu instruit

- 31 Car de quoi s'agit-il ? Il faut enfin y venir, quoique le sondage n'apporte directement aucune réponse : quelle définition se donne-t-on ici du racisme ? Le questionnaire, avec (entre autres spécimens) ses « on ne se sent plus chez soi comme avant », « l'immigration est la principale cause de l'insécurité »³⁷, ou (déjà cité) « certains comportements peuvent parfois justifier des réactions racistes » nous indique clairement qu'il s'agit moins, dans l'esprit des questions, d'une référence doctrinale que d'une série de tensions (pour reprendre le terme de Girard) dans tous les domaines de la vie sociale entre des gens à qui l'on dit qu'ils sont « chez eux » (les Français, les nationaux) et un ensemble indifférencié d'étrangers au sens large, catégorie où même des nationaux « pas comme les autres » (jeunes, Juifs, homosexuels, musulmans, par exemple) peuvent être associés ou servir de groupe témoin. On s'oriente donc, sans ce que ce soit dit, vers un racisme qui n'est pas

nécessairement un racisme, mais principalement un positionnement de type ethnique ou vaguement identitaire. C'est bien dans l'air du temps.

- 32 De fait, une fois construite la supériorité méthodologique du groupe majoritaire des sondeurs et des sondés³⁸, le sondage tel que les sous-traitants de la CNCDH l'ont conçu, et tel que cette commission l'a ratifié, ramène le racisme à une banale préférence pour les gens « comme nous » – ce qu'en langage commercial on appellerait « positiver » : quoi de plus naturel ? C'est ce que nous apprend le plaidoyer *pro domo* des deux chercheurs qui ont été convoqués pour réagir dans le rapport 2000 à nos interpellations (toujours en feignant de les ignorer). Insistant sur l'argument de l'autoallumage (la constitution d'une série périodique d'enquêtes est en soi une justification, car plus la série est longue et plus on peut comparer), les auteurs expliquent : « À condition de savoir les utiliser, les données [les « faits » de Girard, cf. *supra*] accumulées par la CNCDH depuis dix ans sont un instrument irremplaçable de mesure et d'explication du racisme, défini ici au sens large comme *ethnocentrisme* ou tendance à valoriser son groupe d'appartenance et à rejeter les "autres", ceux qui n'ont pas la même nationalité, la même culture, la même religion ou la même couleur de peau »³⁹. Qu'est-ce qui permet de remplacer au pied levé un concept par un autre ? On ne sait. De quel chapeau sortent les trois de ces quatre items qui n'ont rien à voir avec une hypothèse raciale, on ne le sait pas⁴⁰. Pourquoi pas le milieu social, le groupe d'âge, voire le sexe, et avant tout la famille ? C'est sans doute qu'avant de sonder la population, les sondeurs ont sondé les tréfonds de l'âme nationale, et que tels les oracles jadis dans les entrailles, ils ont lu : *nation, culture, religion, couleur*. Outre que ce type de syncrétisme, vigoureusement dénoncé en son temps par Colette Guillaumin⁴¹, revient à dire que « la race, c'est n'importe quoi de différent, et donc le raciste a toujours raison », les sondeurs sont ici pris sur le fait (si l'on peut dire) : leurs mots et les associations qu'ils suggèrent préexistent bel et bien, comme théorie, aux opinions dont ils sont censés contribuer à supputer la dimension. Ils ne sont pas pour autant extérieurs au sens commun : ils font corps avec lui, tant et si bien que l'enquête ne sert plus à rien qu'à vérifier le présupposé. Tout particulièrement – et le plus préoccupant est que cela soit fait sous le prétexte de « mesurer » et d'« expliquer » le racisme – la réduction du racisme à un ethnocentrisme s'apparente fortement à cette conception patrimoniale et patriarcale que développait un dirigeant d'extrême droite quand il affirmait, sûr de ne pas être contredit : « Je préfère mes filles à mes nièces, mes nièces à mes cousines, mes cousines à mes voisines, etc. »⁴². À titre privé, de telles préférences n'ont pas à être discutées par nous : elles n'ont pas pour autant, malgré leur poids, à être érigées en principe sociétal, et encore moins politique.
- 33 Dès lors qu'ils adoptent l'excuse par l'ethnocentrisme du racisme, que d'autres auteurs définiront semblablement comme la crainte ou l'ignorance de l'autre, non seulement les sondeurs qui travaillent pour la CNCDH, leurs conseillers scientifiques et leurs interprètes gouvernementaux œuvrent à une théorie où le racisme n'a plus sa place, mais ils nous éloignent, malgré qu'ils en aient, de sa connaissance et par conséquent des moyens de le combattre. Le rejet de l'autre est compréhensible et fondé (ce qui ne veut pas dire philosophiquement acceptable), quand il se base sur le constat pénible d'habitudes contrariées, par exemple. (Et c'est précisément là qu'intervient a contrario cette « tolérance » qui était chère à Girard, c'est-à-dire la propension à accepter de partager un univers social avec ceux que, par antiphrase, on nomme ses « semblables ».)
- 34 À l'opposé, de cette vision, nous envisageons le racisme comme l'affirmation d'une supériorité naturelle, plutôt que comme un défaut de savoir ou de tolérance (ce qu'il peut

être aussi par ailleurs, mais pas nécessairement⁴³). L'instauration d'une hiérarchie, au sein de laquelle le locuteur s'attribue comme il se doit la place du haut, est consubstantielle au racisme, comme lui est la légitimité qu'il croit pouvoir tirer de son caractère héréditaire. C'est en même temps, éventuellement, un mode d'organisation sociale où les classes font figure de race (comme c'est très net dans les systèmes à castes). Dans le cas français, où la formation du racisme moderne colle étroitement à l'expansion coloniale, le concept est inséparable d'un rapport inégal qui a contribué à engendrer des migrations vers la métropole et de la nature subalterne et peu gratifiante des tâches qui sont confiées aux migrants : la dévalorisation des personnes qu'il véhicule est bien plus qu'un simple rejet.

- 35 C'est tout cela qui est occulté par le fait de ramener le racisme à un ethnocentrisme, et ce tour de passe-passe est d'autant plus fautif que, comme nous l'avons dit, le sondeur ne donne pas la règle du jeu à l'interviewé. En demandant (R3) à ce dernier de dire de lui-même s'il est (*plutôt/un peu/pas très/pas du tout*) raciste, il lui laisse le soin de décider ce qu'il entend par là. Il lui tend la perche pour confondre le fait d'*avoir* des préjugés racistes (qui pourrait s'en dire exempt ?) et le fait d'*être* raciste.
- 36 Plus critiquable encore – et ce sont les propres justifications livrées dans le rapport 2000 qui nous mettent sur la voie –, si l'on retourne au questionnaire, on s'aperçoit que certaines questions (Q7 par exemple) mettent l'interviewé en situation d'être d'accord (*tout à fait/plutôt/plutôt pas/pas du tout*) avec certaines propositions telles que : « la présence d'immigrés est une source d'enrichissement culturel », « les Français juifs (/ *musulmans*) sont des Français comme les autres », et six autres dont certaines ont été citées plus haut. Le sondeur procédera de même par exemple (Q17) sur les engagements que le sondé se dit prêt à avoir pour lutter contre le racisme ou (Q20) sur le « problème » que posent à la vie en société les diverses pratiques de l'islam. De la sorte, c'est le sondé qui élabore son propre degré de racisme selon les critères de la préférence pour son groupe et du rejet de l'autre. La fréquence des réponses intolérantes dans l'échantillon va ensuite, en application des théories du philosophe Theodor Adorno sur la personnalité autoritaire, être classée sur une « échelle d'ethnocentrisme » et d'autres échelles (« d'antiracisme », « d'aversion pour les musulmans ») qui, sans aucune surprise puisque la cohérence des opinions émises par ce type de personnalité est postulée, vont présenter des « scores » – on appréciera au passage la métaphore sportive – « étroitement corrélés » avec le fait de se dire raciste et « négativement corrélés à l'antiracisme ». Et l'évidence vient au grand jour : « Plus on est ethnocentriste, plus on se dit volontiers raciste, et moins on est prêt à se battre contre ces préjugés »⁴⁴. Qui l'eût cru ? Rappelons que le racisme a été défini comme un ethnocentrisme. Il restera à constater que les réactions hostiles à l'étranger sont sensibles à la conjoncture. Et de fait, nouvelle évidence : les auteurs constatent que les émeutes urbaines ou le conflit israélo-arabe par exemple pèsent de leur poids sur les « scores » annuels. Autre découverte...
- 37 En résumé, le recours à la psychologie sociale, bien éloigné d'une problématique historique du racisme, substitue l'esprit barométrique à l'interprétation, et la tautologie à la déduction théorique. Le racisme comme traduction d'un rapport de domination se noie dans un flot relativiste de comportements et de dires plus ou moins graves, et n'existe plus à la limite que comme fonds de commerce pour les instituts de sondage et pour les journaux en mal de titres sensationnels – ce que la CNCDH n'a pas manqué de regretter pour sa part, mais peut-il en être autrement sur cette base ?

- 38 C'est enfin une efficace entreprise, qui non seulement autorise à son corps défendant la CNCDH à exclure du mécanisme de la production du racisme sa propre conception telle qu'elle la met en avant et l'amène à laisser propager par son questionnaire une sorte de racisme voilé, mais qui surtout exempte la classe dirigeante et la classe politique du processus de fabrication de cette idéologie. Les thèses d'Adorno, empreintes d'un certain essentialisme psychologique, présentent l'autoritarisme comme le syndrome des personnes démunies – Pierre Bourdieu aurait dit : à faible capital. Ainsi, on trouve dans les analyses fournies par les rapports de la Commission deux idées récurrentes dans la littérature sociologique. Premièrement, il est dit que le racisme ainsi conçu est surtout le fait des gens que leur âge, leur manque d'instruction, leur isolement culturel « prédisposent à accepter les préjugés et les idées toutes faites, notamment sur les minorités » ; d'où viennent ces « idées », ni ces chercheurs ni le SIG ne le disent, forcément. Deuxièmement, que l'« ethnocentrisme reflète également le milieu social des individus », chez qui « un travail pénible, une position inférieure dans la structure sociale, l'insécurité économique sont génératrices de frustrations qui favorisent des attitudes intolérantes »⁴⁵. Que le lettré, que l'homme riche soient assez malins pour ne pas se prévaloir de leurs préjugés, ainsi que pour les répandre avec trop d'habileté pour répondre franchement aux pièges d'un questionnaire, voilà une hypothèse non moins sérieuse que devraient méditer nos faiseurs d'opinion déguisés en neutres sondeurs.
- 39 Par cette ultime légitimité donnée au racisme, l'opération parvient (*volens ? nolens ?* le lecteur en est juge) à effacer dans les esprits l'idée même que le racisme soit la production consciente et organisée d'une classe sociale et de corps sociaux employés à la perpétuation de sa domination, et à faire oublier les conditions dans lesquelles l'opinion est fabriquée. Non que les politologues convoqués pour cette tâche nient que les « petites phrases » des politiciens ou certaines décisions de politique migratoire puissent influencer les esprits, mais parce que, fondamentalement pour eux, le racisme vient de l'intérieur des gens, des petites gens avant tout. Avec de telle méthodes, plus proches de la méconnaissance que de la science, les démons du racisme et de la xénophobie peuvent dormir tranquilles.

BIBLIOGRAPHIE

- BALIBAR E., 1992. « Racisme et politique dans l'Europe d'aujourd'hui » in *Les frontières de la démocratie*. Paris, La Découverte : 169-190.
- DE RUDDER V., 1980. « La tolérance s'arrête au seuil », *Pluriel*, 21 : 3-13.
- DUCHAC R., 1975. « Le seuil de tolérance aux étrangers : avatars d'un concept en situation internationale », *Sociologie du Sud-Est*, 5-6 (juil.-oct.) : 25-37 (n° spécial : Le seuil de tolérance aux étrangers).
- FOUCAULT M., 1966. « Préface », in *Les mots et les choses, une archéologie des sciences humaines*. Paris, Gallimard.
- GARRIGOU A., 2006. *L'ivresse des sondages*. Paris, La Découverte.

- GASTAUDY., 1993. « La flambée raciste de 1973 en France », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 9(2) : 61-73.
- GASTAUD Y., 2000. *L'opinion française et l'immigration sous la V^e République*. Paris, Seuil.
- GIRARD A., 1971. « Attitudes des Français à l'égard de l'immigration étrangère. Enquête d'opinion publique », *Population*, vol. 26(5/sept. -oct.) : 827-875.
- GIRARD A, CHARBIT Y. & LAMY M.-L., 1974. « Attitudes des Français à l'égard de l'immigration étrangère. Nouvelle enquête d'opinion », *Population*, vol. 29(6/nov.-déc.) : 1015-1069.
- GIRARD A., STOETZEL J., 1953. *Attitudes et comportement des nationaux à l'égard des immigrants*. Paris, Travaux et documents de l'Ined, 19.
- GUILLAUMIN C., 1972. *L'idéologie raciste – genèse et langage actuel*. Paris, Mouton (rééd. Gallimard, 2002).
- LIAUZU C., 1999. « L'obsession des origines : démographie et histoire des migrations », *Mots*, 60 (sept.).
- MARIÉ M., 1975. « Quelques réflexions sur le concept de seuil de tolérance », *Sociologie du Sud-Est*, 5-6 (juil.-oct.) : 39-50 (n° spécial : Le seuil de tolérance aux étrangers).
- MAYER N., MICHELAT G., 2001. « Analyse des chercheurs – Sondages, mode d'emploi : xénophobie, racisme et antiracisme en France : attitudes et perceptions », in CNCDH, *La lutte contre le racisme et la xénophobie – Rapport 2000*. Paris, La Documentation française (mars) : 87-102.
- MAYER N., MICHELAT G., 2007. « Les transformations du rapport à l'autre. Le rôle des identités politiques et religieuses », in CNCDH, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie – Année 2006*. Paris, La Documentation française (mars) : 122-138.
- MORICE A., 1995. « Vérités et ambiguïtés. À propos des deux derniers rapports de la CNCDH », *Plein Droit*, 28 (sept.) : 42-45.
- MORICE A., 1998-99. « Compte rendu du rapport CNCDH 1997 », *Psychopathologie africaine*, vol. XIX (1) : 95-97.
- MORICE A., 2002. « Le sondage annuel sur le racisme : suite (et fin ?) », *Hommes & Migrations*, 1236 (mars-avril) : 94-99.
- MORICE A., DE RUDDER V., 2000. « À quoi sert le sondage annuel sur le racisme ? », *Hommes & Migrations*, 1227 (sept.-oct.) : 89-98.
- REA A., 1998. (dir.). « Le racisme européen ou la fabrication du "sous-blanc" », in *Immigration et racisme en Europe*. Bruxelles, Éditions Complexe : 167-201.
- TRUPIER M., 1990. *L'immigration dans la classe ouvrière en France*. Paris, CIEMI-L'Harmattan.
- WEIL P., 1991. *La France et ses étrangers : l'aventure d'une politique d'immigration 1938-1991*. Paris, Calmann-Lévy.

NOTES

1. Girard A. (1971).
2. Michel Marié (1975) affirme que la notion de « seuil » a été avancée dans le cadre d'une démarche « encore locale, circonscrite » par un sociologue dans un rapport de 1964 sur la cité du Canibouts où étaient relogés des immigrés du bidonville de Nanterre, en référence aux recommandations du plan de Constantine de 1959 sur la cohabitation des indigènes et des colons.

Le directeur de la Population et des migrations, Michel Massenet, avait suggéré en juin 1970 de fixer un seuil d'étrangers à 20% dans les écoles et 10-15% dans les habitations. L'auteur de ces lignes se souvient quant à lui (sans avoir de quoi le prouver) qu'en 1972 la mairie de Montreuil-sur-Seine placarda des affiches qui, s'appuyant sur les résultats provisoires du recensement de 1968, s'indignaient, pour fustiger la politique de ségrégation urbaine menée par le gouvernement, de ce que dans cette ville le seuil de tolérance était dépassé.

3. Cf. Gastaud Y. (1993).
4. Girard A., Charbit Y. & Lamy M.-L. (1974).
5. L'enquête sur le terrain eut lieu entre novembre 1973 et janvier 1974 : elle prépare la décision de juillet, même si les chercheurs de l'Ined enrôlés par Girard dans cette opération ne le voient pas – ils s'en repentiront.
6. Communications, débats et motion finale in *Sociologie du Sud-Est*, 5-6, juil.-oct. 1975 (n° spécial : Le seuil de tolérance aux étrangers).
7. Respectivement Duchac R. (1975) et Marié M. (1975) in *Sociologie du Sud-Est* (op. cit.). L'organicisme renvoie ici à la théorie immunologique selon laquelle un corps vivant ne peut accueillir et assimiler un corps étranger que si ce dernier ne dépasse pas un certain seuil. La référence au « *tipping point* » de Robert Park, sur laquelle l'extrême droite a fait des gorges chaudes, a beau être malencontreuse : elle n'en est pas moins indéniable. Cf. Gastaud Y. (2000).
8. Tripier M. (1990).
9. Girard A., Stoetzel J. (1953).
10. Cité in Liauzu C. (1999).
11. Cf. Weil P. (1991).
12. « Nationalités » en 1974, ce sont encore en 1971, selon les questions, des « groupes » ou des « peuples ».
13. Cette simplification sera retournée contre l'ordre public dans le film *Black Mic Mac* (1986) où, pour échapper à une arrestation lors d'un contrôle, le personnage, incarné par Isaach de Bankolé, se déclare de « nationalité africaine » – pour nous comme pour vous, l'Afrique est un pays, dit-il en substance.
14. Selon la formulation de Véronique De Rudder (1980), qui expliquait ainsi : « Ce à quoi sert le seuil de tolérance, et là est le fond du problème, c'est à tenter de réduire les travailleurs immigrés à la seule force de travail qu'ils représentent, c'est à limiter leurs "coûts sociaux", le prix de leur reproduction. »
15. Cf. Balibar E. (1992) ; Rea A. (1998).
16. Rea A. (op. cit.). Contrairement au point de vue développé ici, Rea attribue toutefois une pertinence, en dépit de « certaines limites », aux enquêtes d'opinion où l'on demande aux personnes de se déclarer ou non racistes.
17. Pour la décennie 1980-1990, citons les enquêtes suivantes (avec date et principaux thèmes abordés) : Louis Harris (3/1981, foyers dans les banlieues, quotas d'enfants dans les colos, attitude du PC) ; Gallup (1-2/1983, opinion des immigrés sur leur accueil, opinion des Français sur logement, emploi et scolarité) ; Ifop (2/1984, opinions et attitudes) ; Sofres (3/1984, image et attitudes) ; Indice opinion (4/1984, insertion et intégration) ; Sofres (11-12/1984, accueil ou renvoi, droit de vote, culture, campagne de l'extrême droite) ; Ifop (11/1989, image et intégration de l'Islam chez Français et étrangers musulmans). Remerciements à Véronique De Rudder qui m'a transmis ses fiches analytiques.
18. *Libération*, 16 mars 2000. Notons la date (cinq jours avant la remise officielle), qui trahit la volonté du scoop.
19. Morice A. (1995) ; Morice A. (1998-99) ; Morice A., De Rudder V. (2000) ; Morice A. (2002). Voir aussi une réaction assez proche dans la tribune d'Anne-Sophie Perriaux, « Le racisme tel qu'on le compte », *Le Monde*, 28 mars 2000.

20. On prend ici comme base divers questionnaires annuels. Certaines questions ne sont posées qu'un an sur deux, d'autres subissent des altérations. Celles dont le racisme était le plus criant ont été escamotées après 2002.
21. La suite de cet article est le résultat d'échanges répétés avec Véronique De Rudder, de qui sont reprises de nombreuses formulations. Je lui adresse chaleureusement ma reconnaissance, tout en assumant les propos qui sortiraient du cadre de notre consensus.
22. Nous avons bien sûr fait une sélection, avec des items qui emportent le 79% à 82% de réponses positives : quel score meilleur peut espérer le Prince ?
23. Ainsi, l'institut CSA (32 millions d'euros de chiffre d'affaires), actuellement en charge du sondage pour la CNC DH, appartient au groupe Bolloré, proche du parti gaulliste et propriétaire de Havas et de divers médias. Lors d'une émission sur France Culture (21/2/2002), son directeur des sondages, Stéphane Rozès, avait proclamé à l'adresse d'Alain Garrigou : « Je brasse des millions, je vais pas me laisser intimider par un petit prof de fac » (raconté par ce dernier dans *L'ivresse des sondages*, 2006).
24. Ce que Stoetzel traduisait bien à sa façon, quand il disait : « L'opinion publique, c'est ce que mesurent les sondages » – cité in Garrigou A. (2006).
25. De Rudder V., Morice A. (*op. cit.*). Cf. *supra*, note 19.
26. Mayer N., Michelat G. (2001).
27. Cf. respectivement Morice A., De Rudder V., « "Les Français et le racisme", le sondage de trop », *Le Monde*, 23 mars 2003 ; Mayer N., « L'enquête sur le racisme n'est pas un piège », *Le Monde*, 29 mars 2007. Se revendiquant comme partie prenante à l'enquête, Nonna Mayer ajoutait que la connaissance qu'elle avait provenait d'une exploration de l'image des « autres » par des moyens extérieurs au sondage, sans voir qu'en disant cela elle admettait un verrouillage idéologique encore plus accompli.
28. Ce questionnaire, qui nous a été transmis, n'est pas rendu public.
29. Ainsi, à côté des sexe, âge, profession, etc., le fait de se dire raciste ou non ou de trouver que le bilan de la colonisation est positif ou non sont classés comme des « renseignements signalétiques » !
30. Instruction : « ne rien suggérer, noter TOUT ce que dit l'interviewé ».
31. Ici surgit une minuscule à « Juif ». Nous ne traiterons pas les aberrations de ce genre (Noirs et noirs, etc.), quoiqu'elles soient sans doute révélatrices de l'incapacité où l'on se trouve d'objectiver les populations en question. Ici comme plus loin, nous restituons les initiales originales dans les termes reproduits du questionnaire.
32. « Les animaux se divisent en : a) appartenant à l'Empereur, b) embaumés, c) apprivoisés, d) cochons de lait, e) sirènes, f) fabuleux, g) chiens en liberté, h) inclus dans la présente classification, i) qui s'agitent comme des fous, j) innombrables, k) dessinés avec un pinceau très fin en poils de chameau, l) et cætera, m) qui viennent de casser la cruche, n) qui de loin semblent des mouches ». L'allusion à cet inventaire avait été faite par Anne-Sophie Perriaux (cf. *supra*, note 19). Cf. Foucault M. (1966).
33. Bon prince, le sondeur autorise l'interviewé à répondre qu'il s'agit de « personnes ne formant pas spécialement un groupe ».
34. Les questions à Q4 à Q6 ont été introduites récemment dans l'enquête.
35. Mayer N. (*op. cit.*, cf. note 27).
36. Eh oui ! Il y a eu comme ça, un jour, un Stéphane Rozès, ou une Nonna Mayer ou l'un de leurs semblables pour se dire : « Tiens, on va leur demander si c'est condamnable ou pas de dire "sale arabe" ou "sale juif". »
37. Cette question, dans un pays qui déplore environ 5 000 morts et 100 000 blessés par an pour cause de circulation routière, il fallait l'imaginer : l'institut CSA l'a fait.
38. À l'exception de l'autoappréciation du racisme, l'institut CSA ne diffuse pas les « renseignements signalétiques » sur l'échantillon « représentatif ». Nous maintenons qu'il paraît

peu vraisemblable que certaines questions soient posées à des Noirs ou à des musulmans (par exemple), et moins encore que les enquêteurs possèdent les phénotypes correspondant aux stigmates qui planent dans le questionnaire.

39. Mayer N., Michelat G. (2001).

40. En outre, dans leur souci de contourner le terme maudit, les auteurs s'emmêlent car la couleur de peau n'est pas la race du raciste : ils se trouvent des racistes blancs pour détester des blancs arabes ou supposés tels, etc.

41. Guillaumin C. (1972).

42. Jean-Marie Le Pen, Emission Le Divan, France 3, 9/12/1989.

43. Evidemment le sondage, qui met chacun sur le même plan, ne va pas s'intéresser au racisme préférentiel des employeurs qui, en priorité, exploitent de la main-d'œuvre étrangère pour l'intérêt qu'elle présente.

44. Mayer N., Michelat G. (2007).

45. *Ibid.*

AUTEUR

ALAIN MORICE

CNRS (Urmis)